

COMMUNIQUÉ

BLANQUER EN RÊVAIT, ATTAL LE FAIT !

STOP à l'acharnement contre les lycées professionnels et les PLP

Les personnels des lycées professionnels se sont fortement mobilisés ce mardi 12 décembre 2023 pour exprimer leur vive opposition à la réforme des lycées pros et notamment contre le projet scandaleux de démantèlement de la classe de terminale bac pro et les réductions horaires envisagées en seconde et première bac pro.

Réduire de 170 heures le temps de classe des jeunes soit 6 semaines sur les 3 ans est une preuve sans conteste que le choc des savoirs en lycée professionnel s'illustre par moins d'école pour nos élèves. Moins d'heures ce sont aussi des économies à venir sur le dos des PLP qui subiront encore des suppressions de postes et une dégradation de leurs conditions de travail avec des postes à complément de services dans les années à venir. Ce projet s'inscrit dans la suite logique de la réforme Blanquer, ce dernier ayant sabré les enseignements généraux quand G. Attal sabre maintenant les enseignements professionnels - en terminale le projet prévoit une perte sèche de 71 heures. L'avancée des épreuves en mai prouve que l'échec de ce type d'organisation au bac général n'a pas servi de leçon rue de grenelle ou bien que le ministère s'en arrange, même si c'est au détriment de nos élèves. Quant aux parcours différenciés de mai à juin, ils vont faire exploser les classes et organiser une rupture d'égalité entre les élèves dont certains, en stage, ne bénéficieront pas de période de révision pour passer leurs deux dernières épreuves fin juin-début juillet.

Ce n'est ni l'intérêt des jeunes ni celui des personnels qui motivent cette réforme mais uniquement l'objectif d'asservir les lycées professionnels aux seules exigences du patronat. Pour le SNUEP-FSU, il faut d'urgence sortir les lycées professionnels, les personnels et les élèves des griffes de C. Grandjean et du ministère du travail. G. Attal doit renoncer au projet de texte qui va profondément dégrader nos conditions de travail et continuer de renforcer les problèmes graves d'attractivité de nos métiers. À rebours de la réforme de C. Grandjean, l'enseignement professionnel sous statut scolaire a besoin d'un vaste plan d'investissement pour construire un lycée professionnel émancipateur et qualifiant au service de l'intérêt général.